

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2019





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -92,837 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2019 s'élève à -92,837 Md€ contre -100,826 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,989 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 7,030 Md€, une hausse des recettes nettes de 11,767 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 3,251 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 336,069 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,094 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,823 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,892 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,992 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,959 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,244 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,394 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,747 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,199 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,623 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2019 s'élèvent à 336,069 Md€ contre 329,039 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,030 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 5,948 Md€ (montant principalement lié à la hausse des versements au titre de la prime d'activité pour 4,065 Md€), des dépenses de personnel pour 2,034 Md€ (hausse prévue en LFI 2019) et des dépenses

► **Mission Sécurités** : 1,793 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,974 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,761 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,695 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,033 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,384 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,375 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durable** : 1,369 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,938 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,671 Md€).

d'investissement pour 0,601 Md€ (notamment au titre de la mission « Défense »).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-1,285 Md€, écart lié à un abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » moindre qu'en 2018 suite à une baisse du montant des intérêts des OAT à taux fixes).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 239,156 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net** : 18,252 Md€ (essentiellement au titre de l'acompte au 15 décembre) ;

► **TVA nette** : 10,343 Md€ ;

► **IR net** : 7,049 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,570 Md€, dont 1,770 Md€ de droits de mutation à titre gratuit, ainsi que 0,519 Md€ de produits des jeux exploités par la Française des Jeux et 0,466 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 2,114 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,357 Md€, dont 0,680 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -0,888 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,581 Md€, principalement la DGF (-2,022 Md€) et le FCTVA (-1,110 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 281,289 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2019 s'élèvent à 281,289 Md€ contre 270,672 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,617 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 6,080 Md€ et de TVA nette pour 4,702 Md€.

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse des recettes d'IR net de 1,267 Md€, en raison d'une hausse des R&D d'IR de 10,006 Md€ (notamment au titre du Crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

## Recettes non fiscales : 13,967 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2019 s'élèvent à 13,967 Md€ contre 13,164 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,803 Md€) s'explique principalement par l'augmentation de 0,699 Md€ des

produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières, ainsi que par une hausse de 0,344 Md€ des produits des autres amendes et condamnations pécuniaires suite à une amende versée par une entreprise de service internet.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -61,915 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2019 s'élèvent à -61,915 Md€ contre -60,955 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,960 Md€) s'explique par des hausses des prélèvements sur les recettes de

l'Etat au profit des collectivités locales à hauteur de 0,580 Md€ (augmentation des prélèvements au profit du FCTVA et au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) et des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,380 Md€.

## Fonds de concours : 5,815 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2019 s'élèvent à 5,815 Md€ contre 4,508 Md€ à fin décembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,307 Md€) s'explique essentiellement par la hausse du fonds de concours « Travail, relations sociales et solidarité ».

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : +4,075 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,365 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 10,383 Md€ (essentiellement au titre des échéances de CFE/IFER, TH et TF) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 1,773 Md€ et des recettes pour 7,179 Md€. Ces opérations interviennent essentiellement dans le cadre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune avec des avances versées à l'ASP à destination des bénéficiaires et le remboursement par l'UE du solde des avances versées par l'Etat à l'ASP au cours de l'année ;

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2019 s'élève à +4,075 Md€ contre +0,824 Md€ à fin décembre 2018.

Cette évolution (+3,251 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des recettes pour 2,300 Md€ (essentiellement au titre de la cession des titres FDJ) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des recettes pour 1,506 Md€ (essentiellement un abondement du BG par le programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat ») ;

► Le compte « **Soutien financier au commerce extérieur** » présente des dépenses pour 0,710 Md€ (essentiellement un reversement au budget général du solde excédentaire de la section "Assurance-crédit et assurance-investissement").

comptes d'affectation spéciale de 3,285 Md€ (particulièrement le solde du compte « Participations financières de l'Etat » qui varie de +3,073 Md€, en raison notamment de la cession des titres FDJ pour 1,887 Md€).

## Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 1 829,536 Md€

La dette financière est en augmentation de 66,119 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 72,371 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 5,967 Md€.



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page
	Décembre	2019	2018 retraité 2018 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	21 093	-92 837	-100 826 -76 053	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	27 408	336 069	329 039 329 722	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	40 213	239 156	227 389 252 845	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)				
- IR	7 049	71 743	73 010 73 010	
- IS *	18 252	33 466	27 386 27 386	
- TVA	10 343	128 977	124 275 156 729	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	8 288	4 075	824 824	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 129	128 438		16
Dette financière de l'Etat	-1 678	1 829 536		17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	11 269	131 641	129 607	129 626
Dépenses de fonctionnement	3 492	53 495	53 742	54 036
Charges de la dette de l'Etat	1 375	40 256	41 541	41 541
Dépenses d'investissement	1 193	12 412	11 811	11 811
Dépenses d'intervention	9 881	95 751	89 803	90 173
Dépenses d'opérations financières	198	1 522	1 544	1 544
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>27 408</b>	<b>336 069</b>	<b>329 039</b>	<b>329 722</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	40 931	281 289	270 672	295 421
Recettes non fiscales	3 533	13 967	13 164	13 886
Prélèvements sur recettes	-4 469	-61 915	-60 955	-60 970
Fonds de concours	218	5 815	4 508	4 508
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>40 213</b>	<b>239 156</b>	<b>227 389</b>	<b>252 845</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>44 682</b>	<b>301 071</b>	<b>288 344</b>	<b>313 815</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>12 805</b>	<b>-96 912</b>	<b>-101 650</b>	<b>-76 877</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	445	3 450	165	165
Solde des comptes de concours financiers	6 999	550	619	619
Solde des comptes de commerce	836	-30	-19	-19
Solde des comptes d'opérations monétaires	8	46	2 352	2 352
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>8 288</b>	<b>4 075</b>	<b>824</b>	<b>824</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>21 093</b>	<b>-92 837</b>	<b>-100 826</b>	<b>-76 053</b>



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 269</b>	<b>131 641</b>	<b>129 607</b>	<b>129 626</b>
Rémunérations d'activité	6 624	75 712	74 471	74 479
Cotisations et contributions sociales	4 566	55 173	54 407	54 419
Prestations sociales et allocations diverses	79	756	728	728
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>16 139</b>	<b>204 428</b>	<b>199 432</b>	<b>200 096</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 492</b>	<b>53 495</b>	<b>53 742</b>	<b>54 036</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 038	24 475	24 602	25 174
Subventions pour charges de service public	454	29 020	29 140	28 862
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 375</b>	<b>40 256</b>	<b>41 541</b>	<b>41 541</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 375	40 256	41 541	41 541
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 193</b>	<b>12 412</b>	<b>11 811</b>	<b>11 811</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 041	9 645	9 149	9 149
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	152	2 768	2 662	2 662
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>9 881</b>	<b>95 751</b>	<b>89 803</b>	<b>90 173</b>
Transferts aux ménages	4 458	49 884	44 855	44 900
Transferts aux entreprises	2 167	15 676	15 634	15 929
Transferts aux collectivités territoriales	840	8 588	8 252	8 150
Transferts aux autres collectivités	2 410	21 554	21 036	21 167
Appels en garantie	7	48	26	26
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>198</b>	<b>1 522</b>	<b>1 544</b>	<b>1 544</b>
Prêts et avances	15	203	155	155
Dotations en fonds propres	177	745	834	834
Dépenses de participations financières	5	574	554	554
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>27 408</b>	<b>336 069</b>	<b>329 039</b>	<b>329 722</b>





Mois de décembre	Cumul à fin décembre 2019		Cumul à fin décembre 2018 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>166</b>	<b>55</b>	<b>4</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	5	93	12	2
Fonds pour la transformation de l'action publique	17	19	65	38	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat <sup>(1)</sup>	1	2	7	6	2
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>128</b>	<b>238</b>	<b>2 819</b>	<b>2 819</b>	<b>2 901</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	95	173	1 750	1 750	1 817
Diplomatie culturelle et d'influence	10	20	690	690	718
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	38	363	363	366
Présidence française du G7	1	6	17	17	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>256</b>	<b>322</b>	<b>2 772</b>	<b>2 826</b>	<b>2 795</b>
Administration territoriale	162	187	1 701	1 699	1 705
Vie politique, culturelle et associative	38	38	188	187	173
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	57	98	882	939	917
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>52</b>	<b>338</b>	<b>2 776</b>	<b>2 944</b>	<b>3 174</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	-68	192	1 609	1 768	1 992
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	63	80	548	551	552
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	66	618	625	630
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>469</b>	<b>468</b>	<b>3 969</b>	<b>2 992</b>	<b>2 904</b>
Aide économique et financière au développement	52	228	820	994	1 009
Solidarité à l'égard des pays en développement	417	240	3 149	1 998	1 895
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>188</b>	<b>451</b>	<b>2 331</b>	<b>2 299</b>	<b>2 438</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	4	34	34	45
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	182	442	2 194	2 161	2 297
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	5	5	104	104	96
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>1 645</b>	<b>1 695</b>	<b>17 542</b>	<b>17 580</b>	<b>17 792</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	324	453	2 092	2 116	1 961
Aide à l'accès au logement	1 033	1 033	14 070	14 070	14 454
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	216	118	688	645	682
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	33	35	182	229	240
Interventions territoriales de l'Etat	10	5	39	47	56
Politique de la ville	29	52	472	473	399
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>57</b>	<b>69</b>	<b>685</b>	<b>686</b>	<b>659</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	35	43	407	418	399
Conseil économique, social et environnemental	4	4	47	47	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	21	231	221	217
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	9
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>293</b>	<b>291</b>	<b>3 121</b>	<b>2 947</b>	<b>2 892</b>
Patrimoines	94	113	1 063	947	912
Création	31	43	791	779	798
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	168	136	1 267	1 221	1 182
<b>DEFENSE</b>	<b>7 032</b>	<b>3 992</b>	<b>51 376</b>	<b>44 866</b>	<b>43 275</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	316	91	1 551	1 459	1 391
Préparation et emploi des forces	1 531	1 244	13 600	9 427	8 962
Soutien de la politique de la défense	2 048	1 959	23 183	23 153	22 914
Equippedement des forces	3 136	698	13 042	10 827	10 008
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>110</b>	<b>125</b>	<b>1 290</b>	<b>1 243</b>	<b>1 220</b>
Coordination du travail gouvernemental	42	51	604	612	603
Protection des droits et libertés	6	9	95	94	93
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	62	65	591	536	524



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2019		Cumul à fin décembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>979</b>	<b>1 369</b>	<b>14 999</b>	<b>14 325</b>	<b>13 610</b>
Infrastructures et services de transports	441	575	5 415	5 222	5 383
Affaires maritimes	3	18	167	157	162
Paysages, eau et biodiversité	9	27	167	159	151
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	1	4	507	508	507
Prévention des risques	7	31	800	812	795
Energie, climat et après-mines	83	140	1 175	1 227	625
Service public de l'énergie	208	330	3 815	3 249	2 977
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	228	243	2 953	2 991	3 011
<b>ECONOMIE</b>	<b>93</b>	<b>189</b>	<b>1 733</b>	<b>1 786</b>	<b>1 796</b>
Développement des entreprises et régulations	43	105	873	902	953
Plan "France Très haut débit"	0	30	0	30	-11
Statistiques et études économiques	36	39	444	444	440
Stratégie économique et fiscale	14	16	416	410	413
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 377</b>	<b>1 384</b>	<b>40 409</b>	<b>40 585</b>	<b>42 119</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 375	1 375	40 256	40 256	41 541
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	7	77	77	45
Epargne	0	0	73	73	101
Majoration de rentes <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité <sup>(2)</sup>	3	3	3	3	100
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	178	190
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 945</b>	<b>6 094</b>	<b>72 771</b>	<b>72 716</b>	<b>71 710</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 889	1 892	22 550	22 549	22 000
Enseignement scolaire public du second degré	2 817	2 823	33 204	33 204	32 911
Vie de l'élève	305	365	5 638	5 639	5 543
Enseignement privé du premier et du second degrés	646	655	7 627	7 627	7 565
Soutien de la politique de l'éducation nationale	200	233	2 319	2 264	2 261
Enseignement technique agricole	88	126	1 433	1 433	1 430
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>862</b>	<b>938</b>	<b>10 432</b>	<b>10 325</b>	<b>10 435</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	651	671	7 753	7 678	7 775
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	112	906	906	946
Facilitation et sécurisation des échanges	140	139	1 569	1 542	1 512
Fonction publique	3	16	204	199	202
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>276</b>	<b>296</b>	<b>2 005</b>	<b>1 839</b>	<b>1 674</b>
Immigration et asile	269	276	1 618	1 453	1 352
Intégration et accès à la nationalité française	7	20	387	386	322
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>1 112</b>	<b>-30</b>	<b>470</b>	<b>1 020</b>	<b>1 113</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	-10	213	143
Valorisation de la recherche	263	135	120	568	227
Accélération de la modernisation des entreprises	849	-165	360	239	744
<b>JUSTICE</b>	<b>888</b>	<b>890</b>	<b>9 064</b>	<b>8 925</b>	<b>8 608</b>
Justice judiciaire	275	312	3 531	3 467	3 445
Administration pénitentiaire	433	427	3 670	3 694	3 496
Protection judiciaire de la jeunesse	65	92	870	849	820
Accès au droit et à la justice	6	8	453	453	430
Conduite et pilotage de la politique de la justice	109	52	536	458	412
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>58</b>	<b>60</b>	<b>554</b>	<b>577</b>	<b>579</b>
Presse et médias	56	57	278	282	280
Livre et industries culturelles	2	3	276	295	300
<b>OUTRE-MER</b>	<b>165</b>	<b>237</b>	<b>2 486</b>	<b>2 407</b>	<b>2 529</b>
Emploi outre-mer	33	54	1 704	1 700	1 779
Conditions de vie outre-mer	132	183	782	707	749



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2019		Cumul à fin décembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>992</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>247</b>	<b>667</b>	<b>27 769</b>	<b>27 964</b>	<b>27 636</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	96	127	13 481	13 518	13 461
Vie étudiante	30	239	2 646	2 666	2 651
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	19	34	6 753	6 852	6 697
Recherche spatiale	0	48	1 811	1 811	1 598
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	41	88	1 747	1 708	1 718
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	41	93	760	837	886
Recherche duale (civile et militaire)	0	6	122	122	175
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	109	109	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	32	342	342	341
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>49</b>	<b>493</b>	<b>6 186</b>	<b>6 186</b>	<b>6 448</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	30	317	4 055	4 055	4 247
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	10	78	826	826	824
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	9	97	1 305	1 305	1 377
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>252</b>	<b>295</b>	<b>3 846</b>	<b>3 440</b>	<b>3 577</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	218	251	3 649	3 206	3 310
Concours spécifiques et administration	34	44	197	234	267
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 273</b>	<b>8 299</b>	<b>140 069</b>	<b>140 064</b>	<b>125 711</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	8 594	8 619	121 182	121 177	110 005
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	-321	-320	18 887	18 887	15 707
<b>SANTE</b>	<b>43</b>	<b>46</b>	<b>1 353</b>	<b>1 355</b>	<b>1 338</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	9	13	405	408	427
Protection maladie	33	33	947	947	911
<b>SECURITES</b>	<b>1 740</b>	<b>1 793</b>	<b>21 185</b>	<b>20 469</b>	<b>19 786</b>
Police nationale	1 010	974	11 074	10 903	10 525
Gendarmerie nationale	704	761	9 618	8 977	8 708
Sécurité et éducation routières	1	5	41	40	39
Sécurité civile	25	53	452	548	515
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>2 017</b>	<b>2 199</b>	<b>24 699</b>	<b>24 711</b>	<b>20 017</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	1 510	1 623	11 242	11 239	7 180
Handicap et dépendance	426	486	11 996	11 995	11 333
Egalité entre les femmes et les hommes	3	4	31	30	29
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	78	86	1 431	1 447	1 475
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>46</b>	<b>80</b>	<b>1 161</b>	<b>998</b>	<b>932</b>
Sport	4	21	294	302	326
Jeunesse et vie associative	36	40	630	631	558
Jeux olympiques et paralympiques 2024	6	19	237	65	48
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>2 236</b>	<b>2 394</b>	<b>14 664</b>	<b>14 193</b>	<b>14 078</b>
Accès et retour à l'emploi	-42	580	5 789	6 409	7 160
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 213	1 747	8 143	7 032	6 160
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	3	46	74	72
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	65	687	678	687
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>36 906</b>	<b>35 707</b>	<b>485 692</b>	<b>476 133</b>	<b>454 750</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>28 633</b>	<b>27 408</b>	<b>345 623</b>	<b>336 069</b>	<b>329 039</b>

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 526</b>	<b>87 954</b>	<b>79 215</b>	<b>79 215</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>-926</b>	<b>3 201</b>	<b>3 407</b>	<b>3 407</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>20 733</b>	<b>70 503</b>	<b>65 320</b>	<b>65 320</b>
Impôt sur les sociétés	20 349	69 047	63 976	63 976
Contribution sociale sur les bénéficiés des sociétés	384	1 457	1 344	1 344
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 357</b>	<b>20 104</b>	<b>18 865</b>	<b>11 235</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiés non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	1 043	864	864
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	138	4 683	4 192	4 192
Prélèvements sur les bénéficiés tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiés distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéficiés	0	0	1	1
Impôt sur la fortune immobilière	74	2 105	1 900	1 900
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	16	161	135	135
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	18	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	32	20	20
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	34	28	28
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	107	79	79
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	196	198	198
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	3	4	4
Prélèvements de solidarité	680	10 644	10 122	2 763
Taxe sur les services numériques	43	277	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	4	4
Recettes diverses	305	798	1 318	1 047
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>2 114</b>	<b>13 378</b>	<b>13 540</b>	<b>13 691</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 856</b>	<b>188 574</b>	<b>179 202</b>	<b>211 656</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 570</b>	<b>37 638</b>	<b>36 835</b>	<b>36 608</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	69	590	706	706
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	176	161	161
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	17	18	18



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	402	2 998	2 678	2 678
Mutations à titre gratuit par décès	1 368	12 314	13 492	13 492
Contribution de sécurité immobilière	79	790	736	736
Autres conventions et actes civils	57	449	508	508
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	53	542	497	497
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	18	222	117	217
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	57	212	206	206
Timbre unique	47	415	355	355
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	466	10 324	9 982	9 982
Autres droits et recettes accessoires	0	5	21	21
Amendes et confiscations	3	47	38	38
Taxe générale sur les activités polluantes	1	1 769	749	749
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	182	179	179
Autres droits et recettes à différents titres	9	11	72	72
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	47	47	47
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	52	53	53
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	519	2 561	2 359	2 359
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	32	803	746	746
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	43	422	431	431
Prélèvement sur les paris sportifs	74	568	462	462
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	66	62	62
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	129	915	1 044	774
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	6	6
Autres taxes	114	519	484	427
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>49 230</b>	<b>421 353</b>	<b>396 384</b>	<b>421 132</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>40 931</b>	<b>281 289</b>	<b>270 672</b>	<b>295 421</b>



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>796</b>	<b>5 730</b>	<b>5 557</b>	<b>5 557</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	404	3 934	3 235	3 235
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	54	54	483	483
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	339	1 724	1 808	1 808
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	32	32
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>93</b>	<b>793</b>	<b>1 395</b>	<b>2 277</b>
Revenus du domaine public non militaire	10	147	169	169
Autres revenus du domaine public	2	7	8	8
Revenus du domaine privé	3	278	141	141
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	76	271	974	974
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	89	91	973
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	12	12
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>236</b>	<b>1 763</b>	<b>1 688</b>	<b>1 528</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	105	448	426	426
Autres frais d'assiette et de recouvrement	86	959	926	766
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	40	38	38
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	44	313	294	294
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>354</b>	<b>712</b>	<b>521</b>	<b>521</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	11	77	83	83
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	5	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	13	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	9	48	68	68
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	59	232	189	189
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	262	325	147	147



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>565</b>	<b>1 977</b>	<b>1 503</b>	<b>1 503</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	495	540	532	532
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	3	214	178	178
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	122	40	40
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	3	14	13	13
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	60	1 062	718	718
Frais de poursuite	1	12	10	10
Frais de justice et d'instance	1	10	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	3	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>1 489</b>	<b>2 992</b>	<b>2 499</b>	<b>2 499</b>
Reversements de Natixis	87	122	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	686	686	433	433
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	543	543	575	575
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	211	244	244
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	26	235	240	240
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	1	1
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	9	11	11
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	6	6
Récupération d'indus	16	131	30	30
Recouvrements après admission en non-valeur	12	123	130	130
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	37	41	41
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	31	26	26
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	20	319	297	297
Produits divers	11	31	216	216
Autres produits divers	75	491	222	222
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>3 533</b>	<b>13 967</b>	<b>13 164</b>	<b>13 886</b>



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 581</b>	<b>-40 890</b>	<b>-40 310</b>	<b>-40 325</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 022	-26 947	-26 959	-26 974
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-3	-8	-9	-9
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-26	-20	-20
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 110	-5 949	-5 519	-5 519
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-90	-2 360	-2 061	-2 061
<b>Dotations</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-60	-56	-56
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-28	-492	-500	-500
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-242	-2 978	-3 057	-3 057
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-45	-495	-525	-525
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-107	-99	-99
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-6	-284	-333	-333
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-91	-87	-87
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	-18	-18
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-888</b>	<b>-21 025</b>	<b>-20 645</b>	<b>-20 645</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 469</b>	<b>-61 915</b>	<b>-60 955</b>	<b>-60 970</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	173	5 491	4 231	4 231
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	46	324	278	278
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>218</b>	<b>5 815</b>	<b>4 508</b>	<b>4 508</b>





unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>7 492</b>	<b>7 937</b>	<b>71 719</b>	<b>74 445</b>	<b>75 169</b>	<b>74 609</b>	<b>3 450</b>	<b>165</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	42	326	551	493	597	167	46
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	616	-119	1 387	1 466	1 360	1 463	-27	-4
Développement agricole et rural	4	3	130	131	143	137	12	5
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	55	30	382	349	378	377	-4	27
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	325	2	1 710	1 690	1 732	1 704	23	14
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	105	38	386	481	729	370	343	-110
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	451	2 300	1 122	3 992	2 815	2 612	1 693	-1 380
Pensions	5 384	5 640	59 021	58 505	60 320	59 963	1 298	1 458
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	8	0	339	708	359	649	20	-59
Transition énergétique	521	0	6 704	6 571	6 723	6 590	19	18
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>11 479</b>	<b>18 479</b>	<b>119 499</b>	<b>124 104</b>	<b>120 049</b>	<b>124 724</b>	<b>550</b>	<b>619</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 773	7 179	8 146	14 996	8 242	15 099	96	103
Avances à l'audiovisuel public	322	853	3 860	3 895	3 860	3 895	0	0
Avances aux collectivités territoriales	9 365	10 383	106 753	103 930	107 575	104 512	821	582
Prêts à des Etats étrangers	15	61	427	1 216	369	1 182	-58	-34
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	5	3	312	68	4	36	-309	-31
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 209</b>	<b>2 045</b>	<b>46 239</b>	<b>47 001</b>	<b>46 209</b>	<b>46 982</b>	<b>-30</b>	<b>-19</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	103	87	793	703	706	660	-87	-43
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	18	177	172	173	169	-4	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	243	243	1 413	1 341	1 413	1 341	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	45	21	634	604	643	571	9	-33
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	79	1 506	42 023	43 298	42 049	43 323	26	25
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés <sup>(1)</sup>	0	0	2	6	10	10	8	4
Opérations commerciales des domaines	6	5	50	45	81	70	31	25
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	5	27	26	29	27	2	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	710	161	1 120	805	1 105	811	-15	5
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>67</b>	<b>74</b>	<b>1 817</b>	<b>1 170</b>	<b>1 864</b>	<b>3 522</b>	<b>46</b>	<b>2 352</b>
Emission des monnaies métalliques	15	27	127	167	239	230	112	64
Opérations avec le Fonds Monétaire International	44	44	1 673	978	1 615	3 271	-58	2 293
Pertes et bénéfices de change	7	3	17	25	10	21	-7	-5
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>20 247</b>	<b>28 535</b>	<b>239 274</b>	<b>246 720</b>	<b>243 290</b>	<b>249 837</b>	<b>4 017</b>	<b>3 117</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>20 203</b>	<b>28 491</b>	<b>237 600</b>	<b>245 741</b>	<b>241 675</b>	<b>246 566</b>	<b>4 075</b>	<b>824</b>

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	-65	302
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-105	314
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>796</b>	<b>-171</b>	<b>625</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 502	676	3 177
	Départements	7 206	182	7 387
	Communes	25 649	-385	25 264
	HLM	310	-73	237
	Autres	25 278	215	25 492
	<b>Total CEPL</b>	<b>60 944</b>	<b>614</b>	<b>61 558</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 179</b>	<b>399</b>	<b>5 578</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	4 692	16 578
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	824	6 287
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	195	3 810
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	172	1 490
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>22 282</b>	<b>5 883</b>	<b>28 165</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>12 362</b>	<b>3 093</b>	<b>15 455</b>
	<b>Union européenne</b>	<b>2 143</b>	<b>1 138</b>	<b>3 281</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	18	70	
GIP	777	64	841	
EPLÉ	2 523	-1	2 522	
Autres correspondants	9 788	487	10 275	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-1	46	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 187</b>	<b>568</b>	<b>13 755</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>116 892</b>	<b>11 526</b>	<b>128 418</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-1	21
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>22</b>	<b>-1</b>	<b>21</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>116 914</b>	<b>11 524</b>	<b>128 438</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>116 913</b>	<b>11 524</b>	<b>128 438</b>



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2019
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 756 420</b>	<b>66 404</b>	<b>1 822 823</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 643 520</b>	<b>72 371</b>	<b>1 715 890</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	72 371	1 715 890
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	65 596	1 489 494
- <i>taux variable</i>	194 761	5 503	200 264
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>112 900</b>	<b>-5 967</b>	<b>106 933</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-5 967	106 933
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 998</b>	<b>-285</b>	<b>6 713</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 763 417</b>	<b>66 119</b>	<b>1 829 536</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.